

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

**AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE**

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2009

DECEMBRE 2010

Directeur Général, Directeur de publication**Babakar FALL**

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration et des Finances	Dame DIA
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, de Coordination et de Coopération Internationale	Bineta Mbow GUISSÉ

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Abdoulaye TALL, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Oumy DIOP, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Fatou Bintou Niang CAMARA
2. EDUCATION	Djibril NDOYE & Samba NDIAYE
3. EMPLOI	Macoumba DIOUF & Marième FALL
4. SANTE	Nalar K. Serge MANEL & Atoumane FALL
5. JUSTICE	Assane THIOUNE
6. ASSISTANCE SOCIALE	Djibril NDOYE
7. AGRICULTURE	Moussa THIAM
8. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
9. ELEVAGE	Mamadou WONE
10. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
11. TRANSPORT	Oumy DIOP
12. TOURISME	Adama SECK
13. BTP	Adama SECK
14. IHPI	Maxime NAGNONHOU
15. INSTITUTIONS FINANCIERES	Amar SECK
16. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
17. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE
18. PRIX	Baba NDIAYE
19. FINANCES PUBLIQUES	Abou AW

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

La crise économique et financière, apparue au cours du second semestre 2008, s'est poursuivie durant le premier semestre 2009, plongeant l'économie mondiale en récession. En effet, le Produit intérieur brut (PIB) réel mondial a enregistré un recul d'environ 2% en 2009, soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre⁴³.

Le repli de l'activité économique mondiale en 2009, notamment celui des pays développés, a entraîné une contraction de la demande de matières premières en provenance des pays africains. En conséquence, le volume des exportations africaines a régressé de 2,5% (BAfD et al.) et les prix de ces produits ont fortement chuté. L'Afrique a été aussi affectée par la diminution des envois de fonds des émigrés (baisse de 6,6% selon la Banque mondiale) et par le retrait des Investissements Directs Etrangers (IDE). En dépit de ces chocs négatifs, la région a enregistré un taux de croissance économique de 2,5% en 2009 (BAfD et al.).

Le Sénégal n'a pas été épargné par la crise économique mondiale. Celle-ci a notamment affecté le secteur touristique avec la baisse de 7,5% des arrivées de touristes et les transferts courants privés reçus qui se sont repliés de 8,2% en 2009. L'investissement privé a été également touché par la crise avec le recul de plus de 10% des IDE. Au plan intérieur, certains secteurs porteurs de croissance, notamment les télécommunications, ont connu un ralentissement assez marqué. Aussi, ***le taux de croissance économique s'est-il établi à 2,2% en 2009, après 3,2% en 2008 et 4,9% en 2007.***

⁴³ Banque Africaine de Développement (BAD), Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), Commission Economique des Nations-unies pour l'Afrique (CEA), Perspectives économiques en Afrique, Edition 2010 (ci-après désigné BAfD et al.).

Ce chapitre présente la situation économique de 2009, à travers l'analyse de l'évolution des indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

XVII.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

La décélération de l'activité économique, amorcée depuis 2008, s'est poursuivie en 2009. Le taux de croissance économique en termes réels a progressé de 2,2%, soit le plus faible niveau depuis 2002 où il n'a été que de 0,7%. Ce ralentissement de l'activité économique a résulté essentiellement de la quasi stagnation du secteur tertiaire (+0,9%) qui représente plus de 50% du PIB. La valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accrue de 3,0% et celle du secteur primaire est demeurée soutenue (12,3%), en relation avec les bonnes performances des activités agricoles et extractives.

L'année 2009 a été également marquée par un recul quasi généralisé des prix, étayé par la baisse de 0,9% du déflateur du PIB, après deux années de forte hausse (5,3% en 2007 et 6,6% en 2008). Ce fléchissement est, en partie, lié au repli des cours mondiaux de produits alimentaires de base et de produits énergétiques, après leur envolée en 2008. En outre, les cours de l'acide phosphorique ont régressé de plus de 50%. Dans ce contexte, le PIB à prix courants a connu une progression de 1,2%, en s'établissant à 6 023 milliards⁴⁴. Toutefois, le recul vis-à-vis du Reste du monde, de 40,3 milliards des transferts courants nets (714,1 milliards en 2009, après 754,4 milliards en 2008) a induit une diminution de 1,3% du Revenu National Disponible Brut (RNDB) (6 531 milliards en 2009, après 6 615 milliards en 2008).

Par ailleurs, la consommation finale en valeur a été relativement stable (5 584 milliards en 2008 contre 5 590 milliards en 2009). En conséquence, le taux d'épargne nationale s'est replié de 1,7 point en se situant à 15,6% en 2009, après 17,3% en 2008.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), quant à elle, a enregistré une baisse de 11,4% en valeur, imputable au recul des prix (-4,3%) et à la contraction du sous-secteur de la construction de logements, en relation avec le recul des transferts de fonds des migrants. Il en résulte une diminution du taux de FBCF qui s'est établi à 23,7% en 2009, après avoir atteint 27,1% en 2008.

⁴⁴ Voir Tableau 1 de l'annexe.

Les échanges extérieurs de biens et services ont été caractérisés, en 2009, par une augmentation de 2,9% des exportations en volume (après 1,3% en 2008). Cet accroissement est lié au relèvement des exportations de produits halieutiques, des huiles végétales, des matériaux de construction et surtout de l'or. En revanche, l'évolution des importations en volume a été relativement stable (0,6%).

Toutefois, ces variations sont survenues dans un contexte de forte baisse des prix du commerce extérieur (-18,0 pour les importations et -13,5% pour les exportations).

A cet égard, les exportations en valeur de biens et services se sont repliées de 10,9% en 2009, passant de 1 566 milliards en 2008 à 1 395 milliards en 2009, tandis que les importations courantes ont chuté de 17,5% (2 593 en 2009, après 3143 milliards en 2008). En conséquence, le déficit de la balance des biens et services s'est améliorée de 378 milliards FCFA en s'établissant à 1 198 milliards FCFA en 2009 (19,9% du PIB) contre 1 577 milliards FCFA en 2008 (26,5% du PIB).

XVII.2. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XVII.2.1. L'ÉVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁴⁵

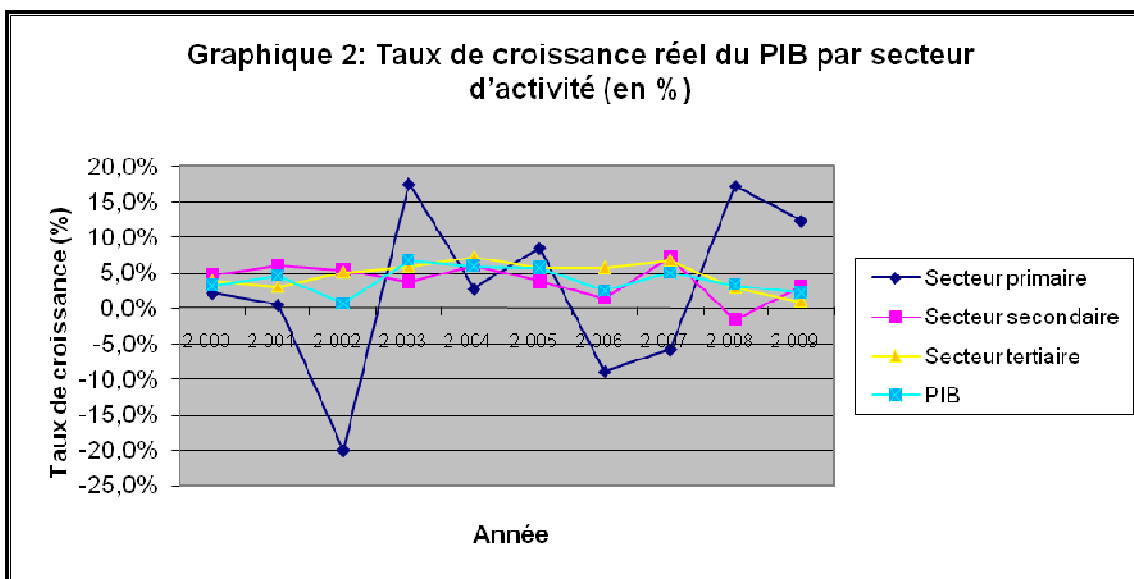
Après une progression de 17,2% en 2008, la valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une croissance de 12,3% en 2009 en volume. Cet accroissement est lié à la hausse des valeurs ajoutées de l'ensemble des branches d'activités du primaire, en particulier celles des activités agricoles et extractives. Globalement, le sous secteur agricole s'est bonifié de 15,4% en 2009 (après 36,8% en 2008), en liaison avec la bonne campagne agricole 2009-2010. Cette forte évolution de l'agriculture, pour la deuxième année consécutive, a été favorisée par la bonne pluviométrie⁴⁶ et la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA II).

La valeur ajoutée en volume de la pêche s'est légèrement redressée en 2009 (2,6%, contre 0,9% en 2008) à la faveur de la reprise des débarquements industriels qui ont augmenté de plus de 10%. Toutefois, la raréfaction des ressources halieutiques continue de peser sur l'essor de ce sous secteur.

⁴⁵ Cf. tableau 2 de l'annexe ou à la Note d'analyse des comptes nationaux 2007-2009, ANSD, août 2010 pour de plus amples détails.

⁴⁶ Cf. ANSD, Situation Economique et Sociale 2009, Chapitre 6.

Graphique 17.1 : Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activités (en %)



Après quatre années consécutives de baisse, la valeur ajoutée en volume des activités extractives a progressé de 54,9% en 2009. Cette situation s'explique par le relèvement de la production de phosphate (hausse de 47,1% des quantités), à la suite de la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal (ICS) mais surtout par le démarrage de l'exploitation de l'or de Sabodala (région orientale du Sénégal).

La valeur ajoutée en volume du secteur secondaire s'est relativement améliorée en 2009 avec un taux de croissance de 3,0%, après un repli de 1,6% en 2008. Cette évolution est imputable essentiellement à la forte progression des activités de *transformation et de conservation de viande et de poissons* (16,4%), de *fabrications de produits chimiques* (15,3%), de *fabrication de verre, poterie et matériaux de construction* (8,4%). Toutefois, le recul de l'activité de *construction* (-4,4%) et celui du *raffinage de pétrole et cokéfaction* (-16,2%) ont atténué la croissance de ce secteur. L'activité de construction a été affectée par le repli des transferts des Sénégalais de l'extérieur destinés à la construction de logements. La fabrication de produits pétroliers raffinés a, quant à elle, subi les conséquences des difficultés de trésorerie de la principale unité de production qui ont entraîné un arrêt de production de deux (2) mois durant l'année 2009.

Au niveau du secteur tertiaire, le ralentissement amorcé en 2008, s'est accentué en 2009 avec un accroissement de 0,9% de la valeur ajoutée en volume (après 2,9% en 2008 et 6,8% en 2007). Cette situation est principalement imputable au recul des *services*

d'hébergement et de restauration (-6,9%) ainsi qu'à celui des *transports* (6,4%), en relation avec la baisse de l'activité touristique et l'arrêt des activités d'Air Sénégal International. La décélération des activités des *postes et télécommunications* (2,3% en 2009, après 10,0% en 2008 et 16,2% en 2007), qui constituent un sous-secteur important du tertiaire, a également amoindri la croissance. Par ailleurs, les *activités d'administration publique* ont enregistré un accroissement modéré en 2009 (1,8%), en liaison avec la faible évolution des dépenses courantes de l'Etat (+1,4% en valeur).

En définitive, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB s'est établie à 1,7 point dont 1,1 point imputable à l'activité agricole. Les contributions des secteurs secondaire et tertiaire se sont élevées, respectivement à 0,6 et 0,5 point. La contribution du secteur tertiaire a été annihilée par la contraction des taxes nettes sur les produits qui a amputé la croissance de 0,5 point.

Les prix de la valeur ajoutée ont été caractérisés par un léger accroissement dans le secteur primaire (+0,8%) et une régression dans les secteurs secondaire (-3,8%) et tertiaire (-1,5%). En conséquence, la valeur ajoutée courante du secteur primaire s'est accrue de 13,3% en 2009, passant de 866,6 milliards en 2008 à 981,5 milliards en 2009. En revanche, celles des secteurs secondaire et tertiaire ont décliné, respectivement de 0,9% (1 143,9 milliards en 2008 à 1 133,7 milliards en 2009) et 0,6% (3 205,1 milliards en 2008 à 3 186 milliards en 2009). Quant aux taxes nettes sur les produits, elles ont reculé de 1,7%, en relation avec la baisse de 10,0% des droits d'entrée (TVA à l'importation et autres droits de douane).

Au total, le PIB en valeur a enregistré un ralentissement en 2009, avec une progression de 1,2% (après 10,0% en 2008), sous l'effet de la décélération de l'activité économique et du recul du déflateur du PIB (-0,9%).

XVII.2.2. L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

En dépit de la baisse du revenu national disponible, la consommation finale en volume a globalement progressé de 3,1% en 2009, soit quasiment au même rythme qu'en 2008 (3,0%). Cette évolution a été favorisée par la disponibilité de produits agricoles pour l'autoconsommation des ménages (suite à la bonne campagne agricole 2008-2009) mais également par la chute de 2,9% des prix à la consommation. Plus spécifiquement, la

consommation finale privée s'est accrue de 3,2%, après 3,4% en 2008. Celle des administrations publiques s'est mieux comportée en 2009 (2,6%) comparativement à 2008 (0,9%), année durant laquelle elle avait été sensiblement affectée par les ponctions budgétaires.

La formation brute de capital fixe (FBCF) publique s'est inscrite en hausse de 8,8% en 2009 en volume contre 2,8% en 2008, traduisant l'augmentation de 5,5% des dépenses en capital de l'Etat, en liaison avec la poursuite de ses grands travaux. En revanche, la FBCF privée a fortement régressé en 2009 (-12,7%). Cette chute est, en partie, imputable à la baisse des transferts des émigrés et au retrait des IDE⁴⁷. Au total, la FBCF globale a enregistré une diminution de 7,4% en volume. Cette régression combinée à la baisse de 4,3% des prix de la FBCF, a entraîné un repli de 11,4% de la FBCF en valeur et une diminution de 3,4 points du taux de FBCF, comme indiqué ci-avant.

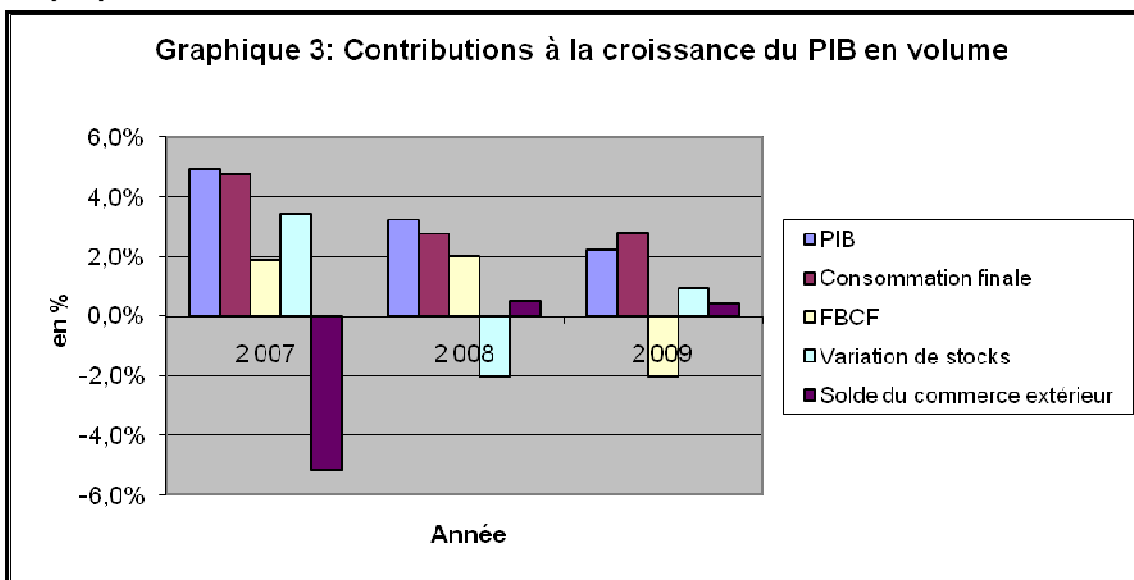
Les échanges extérieurs de biens et services (en valeur) ont été marqués, en 2009, par l'affaissement des importations (-17,5%) et des exportations (-10,9%). Ce recul découle principalement de l'effondrement des prix des produits importés (-18,0%, après 22,1% en 2008) et des produits exportés (-13,5%, après 12,3% en 2008), en relation avec le ralentissement de l'activité économique mondiale. Néanmoins, l'accroissement, en termes réels, des exportations des produits de la pêche, des produits arachidiers et du ciment combiné à la forte progression de celles de l'or⁴⁸ ont permis de rehausser les exportations en volume (2,9% en 2009, après 1,3% en 2008). Les importations en volume ont, quant à elles, légèrement augmenté (0,6%, après -0,5% en 2008). En somme, le solde extérieur des biens et services a crû de 2,9% en volume.

En termes de contribution à la croissance de 2,2% du PIB en 2009, la consommation finale reste le principal moteur de la croissance malgré son ralentissement en 2008 et en 2009. Sa contribution s'élève à 2,8 points en 2009, après 2,7 points en 2008 et 4,5 points en moyenne sur les cinq (5) années antérieures. Les échanges extérieurs de biens et services contribuent pour 0,4 point à la croissance, tandis que la FBCF ampute la croissance de 2,6 points en liaison avec le recul de la FBCF privée (contribution de -2,6 points).

⁴⁷ Les IDE représentent, en moyenne, près de 20% de la FBCF privée entre 2007 et 2009.

⁴⁸ Cf.: ANSD, Note d'analyse du commerce extérieur, Edition 2009.

Graphique 17.2 : Contributions à la croissance du PIB en volume



CONCLUSION

En définitive, l'activité économique sénégalaise a été caractérisée en 2009 par un ralentissement consécutif à la crise économique mondiale. Cette crise s'est notamment traduite par un repli des entrées touristiques, une diminution des envois de fonds des émigrés et une réduction de l'investissement privé. A cela s'ajoute la décélération des services de télécommunications et le repli des activités de construction, qui étaient des moteurs de la croissance avant 2008. Les échanges extérieurs de biens et services se sont également resserrés en 2009 avec une progression de 2,9% des exportations nettes de biens et services, contre 3,2% en 2008. Toutefois, la forte progression du secteur primaire, en particulier celle des sous secteurs agricoles et des industries extractives, a permis de contenir la décélération du PIB. Au total, le taux de croissance économique du Sénégal est ressorti à 2,2%, après 3,2% en 2008 et 4,9% en 2007.